

CATALOGNE

Une escalade dangereuse

David Angel

Quelques jours après le référendum interdit, la situation en Catalogne reste bloquée. Une solution politique est-elle encore possible ? Une analyse.

Plus de 800 blessés, c'est le bilan au terme d'une journée marquée de violences policières. Dimanche dernier, un référendum s'est tenu en Catalogne. « Voulez-vous que la Catalogne devienne un État indépendant en forme de république ? », voilà la question qui était posée. Le référendum, déclaré anticonstitutionnel par le Tribunal Constitucional, avait été interdit par le gouvernement de Madrid.

Face au refus de dialogue du gouvernement central, le gouvernement régional catalan, formé par une coalition de partis indépendantistes - qui n'avaient ensemble reçu que 47,8 pour cent des voix lors des élections de 2015, mais qui disposent d'une majorité au parlement -, a choisi la voie de la désobéissance ouverte. Face à eux, un Mariano Rajoy impassible, refusant toute négociation sur la question nationale ou un éventuel référendum.

Enfin, il y a eu référendum. Face à l'attitude défiante du gouvernement catalan, conscient de l'impossibilité d'empêcher la tenue de la consultation, l'administration Rajoy était prête à tout pour empêcher que le résultat soit recevable : perquisitions, arrestations de hauts fonctionnaires, fermeture de sites web et confiscation de bulletins de vote. La police autonome catalane, les Mossos d'Esquadra, a été mise sous les ordres de Madrid et des renforts policiers ont été envoyés en Catalogne. Dimanche, quand les Mossos ont refusé d'évacuer les bureaux de vote, ce sont la Guardia Civil et la Policía Nacional qui sont intervenues. Les images de cette intervention sont désormais tristement célèbres.

Le référendum s'est néanmoins tenu. Avec un taux de participation de 42 pour cent, la participation était plutôt forte, au vu des circonstances. Selon Barcelone, 90 pour cent des électeurs auraient dit oui à l'indépendance de la Catalogne. Sans surprise, puisque la très grande majorité des opposants à l'indépendance n'ont pas participé au scrutin.

Le président du Govern catalan, Carles Puigdemont, a déclaré dimanche soir que la Catalogne avait « gagné le droit d'être un État indépendant ». « Junts pel Sí », alliance de partis indépendantistes, et la CUP (Candidature d'unité populaire, gauche anticapitaliste et indépendantiste) ont convoqué une assemblée plénière du parlement catalan pour lundi. L'indépendance pourrait y être déclarée de façon unilatérale.

Nouvelles escalade ou dialogue ?

De son côté, le gouvernement espagnol s'est félicité de l'action des forces de l'ordre de dimanche. Pour Mariano Rajoy, « il n'y a pas eu de référendum », tout au plus une « mise en scène ». Le chef de gouvernement s'est dit prêt à faire « tout ce que permet la loi » pour empêcher une déclaration d'indépendance unilatérale. D'ailleurs, l'arrestation de Carles Puigdemont, de la présidente du parlement catalan Carme Forcadell et d'autres dignitaires du gouvernement régional n'est pas à exclure. Les socialistes espagnols se sont eux exprimés en faveur du « dialogue ».

Dans une allocution télévisée très attendue, le roi espagnol Felipe VI a épaulé Mariano Rajoy mardi soir. Accusant le gouvernement catalan de menacer la stabilité de l'Espagne et de la Catalogne, il a appelé à restaurer l'ordre constitutionnel.

Plusieurs scénarios sont désormais possibles : le gouvernement régional catalan pourrait déclarer l'in-

dépendance de façon unilatérale, ce qui équivaldrait à une nouvelle escalade de la tension. Sur la scène internationale, qui est plutôt favorable à la cause catalane après la répression de dimanche, la Catalogne pourrait se retrouver isolée ; la participation de moins de 50 pour cent au référendum ne légitimerait pas une déclaration unilatérale. Le gouvernement central pourrait déclencher l'article 155 de la Constitution, qui permet à l'État central de reprendre tout le contrôle sur une région autonome en cas de manquement grave aux obligations constitutionnelles. La situation pourrait continuer de s'envenimer, le président catalan et une partie de l'exécutif être arrêtés.

Mais ce n'est pas le seul scénario possible : épaulé par une mobilisation massive dans les rues de Catalogne - comme ça a été le cas à l'occasion de la grève générale de mardi -, le président catalan pourrait convoquer des élections anticipées dans l'espoir de se procurer ainsi une majorité confortable. Cela lui donnerait la position de force nécessaire à mener d'éventuelles négociations en vue de plus d'autonomie pour la Catalogne ou d'une révision constitutionnelle. Des négociations qui pourraient par ailleurs se tenir avec l'appui de l'Union européenne, comme l'a notamment proposé Jean Asselborn.

Des élections anticipées, il pourrait aussi y en avoir au niveau national : Mariano Rajoy conduit un gouvernement minoritaire, toléré par les socialistes et nécessitant l'appui des nationalistes modérés basques du PNV pour le vote de son budget. Il est fragilisé après les agissements de dimanche. Le PNV, sensible à la question des minorités, pourrait décider de se tourner contre lui, le forçant à convoquer des élections anticipées. De telles élections pourraient déboucher sur une majorité progressiste, apte à engager une possible révision constitutionnelle qui pourrait, par exemple, prévoir la possibilité d'un référendum légal. Si Podemos appelle un tel scénario de ses vœux, le PSOE garde ses distances pour le moment. D'ailleurs, une révision constitutionnelle nécessitant les trois cinquièmes des voix au Congrès comme au Sénat, des négociations avec le Partido Popular de Rajoy seraient nécessaires. La révision constitutionnelle devrait très probablement être soumise à un référendum.

Dans tous les cas, l'escalade de dimanche dernier aura sérieusement envenimé la situation. Le roi espagnol refusant manifestement d'endosser le costume de médiateur, ce rôle pourrait dès lors incomber à l'Union européenne.



Des policiers espagnols confisquent des urnes, dimanche dernier.